**Contre la déflation ou les vertus d’une inflation modérée**

Les idées claires d’Agnès Bénassy-Quéré, *France culture*, 7 novembre 2013

**On a coutume de déplorer l’inflation et de se réjouir du ralentissement des prix qui sauvegarderait le pouvoir d’achat. Pas si simple ! Un peu d’inflation est souhaitable, explique Agnès Bénassy-Quéré.**

**Exploitation pédagogique**

*Cette séquence peut intervenir après la présentation des grands déséquilibres macroéconomiques au cours de laquelle est abordée l’inflation. Il s’agit ici, non pas de traiter de façon approfondie la question de la déflation (programme de Terminale) mais de discuter l’idée répandue selon laquelle moins il y a d’inflation, mieux une économie se porte.*

**Après avoir écouté l’émission, répondez aux questions.**

1. Que signifie une inflation annuelle moyenne en zone euro de 0,7 % en octobre 2013 ? de 1,1 % en septembre 2013 ? Peut-on parler de baisse des prix en moyenne ?
2. Quels sont *a priori* les bienfaits de la baisse de l’inflation ?
3. L’inflation en zone euro est une moyenne qui cache des disparités selon les secteurs et selon les pays : lesquelles ?
4. Pourquoi l’Espagne est-elle contrainte à une inflation plus faible que celle de l’Allemagne ?
5. Quel est l’objectif d’inflation affiché par la Banque centrale européenne ? Qu’en déduisez-vous quant aux effets de l’inflation ?
6. Quels sont les risques de la déflation ? Déduisez-en a contrario les avantages d’une inflation maîtrisée.

**Corrigé**

1. Les prix à la consommation ont augmenté en moyenne de 0,7 % dans la zone euro entre octobre 2012 et octobre 2013, alors qu’ils avaient augmenté de 1,1 % entre septembre 2012 et septembre 2013. Il n’y a pas de baisse des prix en moyenne (même si certains prix peuvent baisser) mais ralentissement des prix, autrement dit désinflation ou baisse de l’inflation.
2. Le ralentissement des prix dans un contexte de stagnation des salaires permet des gains de pouvoir d’achat, d’autant plus que ce sont les prix des produits alimentaires qui ont ralenti et que le prix du pétrole a baissé, soit des postes importants dans la dépense des ménages et des consommations peu élastiques.
3. Il y a des disparités selon les secteurs : hausse des prix plus forte dans les services (+1,2 %) que dans l’industrie (+ 0, 4 %). Il y a aussi des divergences selon les pays : hausse des prix plus forte en Allemagne (+ 1,2 %) qu’en Espagne (proche de 0 %). Cela signifie que, derrière la moyenne d’inflation dans la zone euro, il y a des entreprises (dans l’industrie) et des pays (dans le Sud de la zone euro) qui sont exposés aux dangers de la déflation.
4. Pour rattraper son retard de compétitivité, impératif dans une économie ouverte, donc exposée à la concurrence, et avec une monnaie commune, donc dans l’impossibilité de dévaluer.
5. La BCE a une cible de 2 % d’inflation et non l’objectif d’une inflation nulle. Cela suggère que l’inflation, si elle est modérée, a certaines vertus.
6. Trois types de risques sont évoqués.

La déflation a des effets négatifs sur la consommation car elle incite à différer ses achats dans l’espoir que les prix diminuent.

Elle alourdit le poids de la dette des agents. Si les prix et les salaires diminuent, le remboursement du capital pèse davantage dans le revenu.

Elle pénalise l’investissement. En effet, pour investir, il faut en général emprunter. Le coût de l’emprunt est le taux d’intérêt. Ce qui compte pour les emprunteurs, c’est le taux d’intérêt réel (écart entre le taux d’intérêt nominal et le taux d’inflation). Une inflation proche de 0 % annihile les effets positifs attendus de la baisse des taux d’intérêt nominaux.

*A contrario*, on peut en déduire les vertus de l’inflation. À condition qu’elle soit modérée, elle stimule la consommation (mieux vaut acheter aujourd’hui ce qui coûtera plus cher demain) et l’investissement (il est intéressant d’emprunter quand les taux d’intérêt réels sont diminués par l’inflation). Un peu plus d’inflation dans la zone euro serait donc bon pour la reprise de la croissance. De plus, l’inflation allège le poids de la dette, ce qui soulagerait les budgets des États.